



France-Soir : la dernière chronique d'une mort annoncée ?

C'est en ces termes que nous présentions déjà l'avenir de France-Soir en août 2011.

Il n'aura pas fallu longtemps à Monsieur Pugachev, actionnaire unique des Editions du Nouveau France-Soir, pour annoncer la mise en redressement judiciaire de l'entreprise.

Rien d'étonnant à cette situation : seul « l'apprenti sorcier de l'information » pensait qu'un projet tout numérique gratuit financé uniquement par la publicité était viable !

Depuis le début de ce funeste projet, les élus, les salariés de l'entreprise et le Comité Inter CGT avaient alerté Monsieur Pugachev, le Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN) et le ministère de la Culture et de la Communication sur la non viabilité d'une telle entreprise.

Mais pour l'ancien Gouvernement et les éditeurs du SPQN, l'avenir de France-Soir et de ses salariés leur importait peu. Il s'agissait simplement de créer un précédent inédit au niveau de la presse quotidienne nationale : imposer pour la première fois dans un titre de presse parisienne des licenciements secs pour des journalistes, des cadres, des employés et des ouvriers sans le moindre accompagnement social de l'Etat et des institutions paritaires de la profession.

Depuis les éditeurs de la presse quotidienne nationale et régionale se frottent les mains. Ils se sentent autorisés à « se débarrasser *manu militari* » de centaines de salariés sous prétexte d'une conjoncture économique difficile. Double bénéficiaire pour les éditeurs : un concurrent disparaît et leur offre par la même occasion la possibilité d'effectuer des coupes drastiques dans les effectifs des sièges éditoriaux et des imprimeries, actés par le simple jugement d'un tribunal de commerce tout acquis à leur cause.

Résultat : 53 salariés supplémentaires vont grossir les effectifs très garnis de Pôle emploi dans les semaines à venir. Cette situation est inacceptable ! La politique du contournement d'une négociation digne de ce nom avec les organisations syndicales décrétée par Sarkozy et son gouvernement est révolue. Le Gouvernement actuel doit inverser radicalement cette politique sauvage contre l'emploi et l'avenir de la presse.

Patronat et pouvoirs publics doivent aujourd'hui assumer leurs responsabilités. Les aides à la presse doivent servir à son développement et non à la mise en œuvre de plans sociaux massifs.

Nous n'acceptons pas que 87 salariés de France-Soir et 24 de Rotos franciliennes envisagent leur avenir à Pôle emploi suite à l'arrêt du journal papier. Nous n'acceptons pas que la politique irresponsable de M. Pugachev, de l'ancien gouvernement et des éditeurs du SPQN envoie de nouveau 53 salariés pointer au chômage.

Pour l'ensemble de ces raisons, le Comité Inter CGT demande une réunion d'urgence, tripartite avec le SPQN et le ministère de la Culture et de la Communication afin de trouver une solution qui pérennise ce titre emblématique et les emplois des salariés du siège éditorial et de l'imprimerie.

APPEL À MOBILISATION

**Le Comité Inter CGT appelle à participer
au rassemblement devant le tribunal de commerce
de Paris, **lundi 18 juin 2012 à 10 heures**
(1, quai de Corse – Métro Cité)**